

**2**: 04 86 15 32 43

Nature de l'intervention :

Type et dates de restriction :

Date:

RD et PR : Commune :

Pétitionnaire :

Nom du rédacteur : Francesca BOSELLI

PV ou AR Temporaire : Arrêté temporaire

VISA COMPLÉMENTAIRE ÉVENTUEL DE :



### Pôle Aménagement, Développement et Déplacements

Direction des Déplacements et des Infrastructures Routières et Aéronautiques ANTENNE TECHNIQUE DE BRIANÇON

## Document à la signature du Directeur

Observations :  • Date d'arrivée de la demande en AT :  • Précision si opération programmée ou urgente :				
Responsable d'Antenne				
Date :				
Chef de Service				
Date :				



## Pôle Aménagement, Développement et Déplacements

Direction des Déplacements et des Infrastructures Routières et Aéronautiques

Antenne Technique de Briançon

#### ARRÊTÉ TEMPORAIRE du 8 décembre 2022

## DÉROGATION À UN ARRÊTÉ PERMANENT DE LIMITATION DE TONNAGE

OBJET: Dérogation à un arrêté portant limitation de tonnage

RD 1091 – PR 10+860 à 32+060

Communes du Monêtier-les-Bains et de Villar d'Arène

\_\_\_\_

## LE PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- **VU** la demande du 7 décembre 2022 par laquelle l'Agence Routière Départementale (ARD) sollicite une dérogation de limitation de tonnage en période hivernale sur la RD 1091 afin de permettre le transfert des engins nécessaires à la viabilité hivernale,
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 3221-3, L. 3221-4, et L. 3221-13,
- **VU** le Code de la Route et notamment les articles R. 411-5, R. 411-8, R. 411-25 à R. 411-25, R.
- **VU** le Code de la Voirie Routière,
- **VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
- **VU** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État,
- **VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel du 7 juin 1977, modifiée,
- **VU** le règlement de voirie départemental adopté le 26 juin 2007 par le Conseil Général, et notamment son article 11 et son annexe 3,
- **VU** l'arrêté du Président du Département des Hautes-Alpes du 6 juillet 2021 portant délégation de signature,
- VU l'arrêté du Président du Département du 4 novembre 2010 interdisant la circulation des véhicules d'un PTAC supérieur à 26T ainsi que des véhicules de transport de marchandise avec remorque ou semi-remorque en saison hivernale sur la RD 1091 dans le col du Lautaret.

**VU** l'avis du responsable de l'Antenne Technique de Briançon,

#### **CONSIDERANT:**

qu'afin de permettre le transfert des engins nécessaires à la viabilité hivernale, il y a lieu de déroger à l'arrêté du 4 novembre 2010 réglementant la circulation sur la RD 1091 dans le col du Lautaret.

## **ARRÊTE**

### Article 1 - Réglementation

Une dérogation à l'arrêté susvisé est accordée à l'Agence Routière Départementale pour le transfert d'engins au tracteur et au porte-char sur la RD 1091 entre les PR 10+860 et 32+060 (col du Lautaret).

Cette dérogation sera consentie pour la saison hivernale 2022-2023.

Avant tout passage, le conducteur devra solliciter l'accord de l'Antenne Technique de Briançon (04 86 15 32 35).

### **Article 2 - Prescriptions**

Les dispositions de mise en sécurité du personnel de l'Agence Routière Départementale sont à la charge du pétitionnaire.

#### Article 3 - Publicité

Cet arrêté sera publié sur le site internet du Département à l'adresse suivante : www.hautes-alpes.fr/arretes-voirie

#### Article-4 - Entrée en vigueur

Les dispositions du présent arrêté seront effectives pendant la période mentionnée à l'article 1, et après publication prévue à l'article 3.

#### Article-5 - Contravention

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **Article 6 - Recours**

En application des dispositions des articles R. 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 – 24 rue Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 6. En application des dispositions des articles R. 414-6 et suivants du Code de Justice

Administrative, ce recours peut être effectué par voie dématérialisée avec l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site Internet <a href="https://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>

#### Article 7 - Exécution

- > M. Le Directeur Général des Services du Département des Hautes-Alpes,
- > M. le Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie des Hautes-Alpes,
- > M. le Directeur du SDIS des Hautes-Alpes,
- M. le Responsable du pôle exploitation de l'Agence Routière Départementale,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise pour information à :

- > M. le Maire de la commune du Monêtier-les-Bains,
- M. le Maire de la commune de Villar d'Arène.

Fait à Gap, le

Le Président

Jean-Marie BERNARD

Le règlement de voirie et ses annexes sont consultables sur le site internet du Département à l'adresse suivante : <u>www.hautes-alpes.fr/3618-le-reglement-de-voirie.htm</u>

Cet arrêté a été publié sur le site du Département des Hautes-Alpes le

## **ÉTAT DES LIEUX**

# ARRÊTÉ DU

PORTANT AUTORISATION DE RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION POU	R
PERMETTRE LE DÉROULEMENT DE  (MANIFESTATION) :	

Le représentant du gestionnaire de la voirie, en qualité desoussigné,
Constate, conformément à l'article 6 de l'arrêté visé ci-dessus, que la route départementale n° entre les PR et
Ne présente pas de défaut particulier ou décrire l'état de la route, joindre des photos si nécessaire.
Fait à
Titre
Nom du signataire

# **ÉTAT DES LIEUX POSTERIEUR**

# ARRÊTÉ DU

PORTANT	<b>AUTORISATION</b>	DE RÉC	SLEMENTAT	TION DE	LA	<b>CIRCULATION</b>	<b>POUR</b>
PERMETTE	RE LE DÉROULEN	MENT DE	(MANIFEST	ATION):			

Le représentant du gestionnaire de la voirie de	, en qualité soussigné,			
Constate, suite à la manifestation ( ci-dessus, que la route départementale n°	) et conformément à l'article 6 de l'arrêté visé entre les PR et			
☐ A été remise en état ou				
☐ N'a pas été remise en état et qu'il est nécessaire de réaliser les travaux suivants :				
Fait à, le				
	Titre			

Nom du signataire